

En Algérie : l'histoire et sa pratique

Fouad SOUFI*

En 1992, le CRASC avait organisé un colloque sur l'enseignement de l'histoire en Algérie¹. Pour la première fois, historiens, enseignants d'histoire du secondaire et inspecteurs d'histoire s'étaient réunis et avaient soumis à leurs analyses critiques l'état des lieux de l'enseignement de cette discipline dans notre pays. Globalement, il avait été constaté le décalage entre l'enseignement et les résultats de la recherche, il avait été démontré l'instrumentalisation de l'histoire et décrit la place de cette discipline dans différents paliers de l'enseignement secondaire. La toute puissance des inspecteurs généraux d'histoire et, ce qu'il faut bien nommer leur enfermement idéologique, l'absence de tout contact structurel et académique avec les historiens universitaires en dehors des aventures personnelles qu'avait pu constituer la rédaction des livres d'histoire avaient été mises en évidence. La question de *la pratique de l'histoire* dans notre pays a l'ambition de s'inscrire dans le prolongement de cette réflexion.

Il nous faut alors mettre en évidence cet *héritage* de la question historique qui nous vient de notre passé *colonial*, et son statut. Notre attitude pour le moins ambiguë face à cet héritage aurait développé ces mémoires autoritaires qui tentent d'imposer leurs discours et leurs constructions aux historiens. D'où cette impasse méthodologique à laquelle l'histoire contemporaine fournit un excellent terrain d'observation.

Alors cet *imaginaire national*² que l'administration de l'histoire a fabriqué trouve sa pleine expression dans ces ministères de la Vérité Historique. Le savoir historique n'est contrôlable qu'en le construisant et le diffusant soi-même.

Aussi, nos historiens peuvent être soumis à trois questions de *méthode* ; celle du style national qui a pu être développé, celle du rapport à la source, celle de la périodisation.

* Archives Nationales d'Algérie - Chercheur associé au Centre National Nationale de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (Oran).

¹ Ghalem, Mohamed et Remaoun, Hassan (coord.), *Comment on enseigne l'histoire en Algérie. Actes du colloque «L'enseignement de l'histoire en Algérie»*, organisé par l'URASC à Oran les 26-27 février 1992, Oran Editions.

² Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

I. Trois positions de départ, trois débats

1. Un problème d'héritage

L'héritage symbolique face à la réalité du terrain

Peut-on considérer qu'il y a eu solution de continuité, à deux reprises au moins, dans la pratique historique au Maghreb en général et surtout et principalement au Maghreb Central ? La première rupture serait à situer entre les auteurs indigènes latinisants et leurs références et les auteurs, non moins indigènes, mais arabisants et leurs références. La seconde interviendrait entre ces derniers et les historiens d'aujourd'hui dans leur ensemble. Comment déterminer les processus et les formes d'accumulation et de transmission du savoir historique, si tant est qu'elles aient pu exister ?

Tertullien et Abû Râs, Arnobe de Sicca Veneria et Muhammad al-Antarî appartiennent-ils à nos références essentielles et identitaires ? Appartiendraient-ils, seulement et tout juste, à l'histoire de l'histoire, à l'histoire de nos conflits identitaires ? Par contre, pour les historiens algériens d'aujourd'hui, les rapports avec Ibn Khaldoun sont ceux que l'on entretient avec une source privilégiée. L'héritage khaldounien est capté par les sociologues et les économistes. Mais qui se reconnaît dans la méthode d'exposition d'Abû Râs ? Qui sont les héritiers de Tertullien et d'Abû Râs ?

La conférence donnée à Alger le 6 novembre 1963, par Henri Irénée Marrou sur «*La place de la patrie de Saint Augustin et d'Ibn Khaldoun dans l'histoire universelle*» avait ouvert la recherche historique nationale des perspectives méthodologiques prometteuses.

Pourtant, un certain nombre de problèmes ont surgi, liés aux conditions mêmes de la production historique. L'accès à l'information historique reste encore très difficile. L'inexistence d'un service d'information sur l'histoire de l'Algérie, la mauvaise circulation de l'information historique, des ouvrages et des rares revues, l'absence de revue historique régulière ne facilitent pas la tâche de celui qui s'essaie à ce difficile exercice de synthèse. Par ailleurs, les questions d'identité, minées par un siècle de dure colonisation, et qui se sont ajoutées aux querelles politiques partisans auxquelles prenaient part les historiens du mouvement national rendent tout aussi mal aisée l'action de distinction entre le travail de recherche universitaire et l'étude rongée par l'esprit partisan. Politique et idéologie ont tout aussi vite gagné le discours historique. Ces problèmes ont vite rendu impossible tout débat serein.

Un héritage en débat : la géographie a-t-elle inventé l'Algérie?

L'histoire coloniale a fabriqué une Algérie autour de la *déspatialisation* d'une histoire qui ne pouvait être nationale et pour cause. Le principe de départ étant l'inexistence de la nation algérienne et l'absence de l'Algérie dans l'histoire. Il fut donc établi qu'il n'est d'histoire de l'Algérie que celle des conquêtes ! On sait

que les pièges de l'histoire de l'Algérie sont nombreux qui poussent les auteurs, les mieux intentionnés, vers les généralités et les raccourcis abusifs. L'Algérie serait le fruit d'un hasard de la géographie. La naissance de deux Etats sur ses flancs Est et Ouest a provoqué celle, involontaire, *a-historique*, d'un Etat au centre. La géographie aurait eu raison de l'histoire, la nature aurait vaincu la culture.

A contrario, la Numidie serait la figure originelle et fondatrice d'une Algérie historique. Mais comme elle disparaît, on veut bien croire qu'elle finit par réapparaître sous la forme d'un Etat ou d'un autre : Maurétanie césarienne, royaumes rostémide, ziride, hammadide, ...zianide et s'installe définitivement dans ses frontières avec la Régence d'Alger. C'est donc le même espace qui est travaillé par l'histoire. L'Algérie est présentée comme une donnée éternelle, un espace construit une fois pour toutes. L'Algérie s'est accomplie en 1962, selon des promesses lointaines que chacun date selon ses propres angoisses.

Et histoire nationaliste et histoire coloniale se rejoignent dans la même division du temps long, dans la même périodisation. Celle des conquêtes successives qui donne à la chronologie les allures d'un indicateur de chemin de fer.

L'héritage colonial le plus intériorisé est très certainement l'assimilation parfaite de l'histoire de l'Algérie à celle d'Alger. L'origine de cette sorte de captation d'héritage historique est à chercher dans deux dates fixées par l'historiographie coloniale et reprises allégrement par l'historiographie nationale : 1516 et 1830. L'entrée de 'Arrùj et Khayr al-Dîn dans Alger marquerait les débuts de l'occupation ottomane de l'Algérie ; de la même manière, le 5 juillet correspondrait au commencement d'un Empire (G. Esquer *dixit*)³. C'est faire bonne mesure du Royaume zianide et de l'Etat de l'Emir Abdolkader.

En ordonnant notre histoire autour d'Alger - tant il est vrai que l'histoire ne retient que les réussites -, on place dans l'ombre Béjaïa et Tlemcen, qui pourtant, ont constitué à un moment le lieu du pouvoir et le lieu de la légitimité et qui surtout avaient inventé un territoire. Il y eut à Tlemcen une politique volontariste d'unification de l'espace avec pour objectif la marche vers l'Est en application du *Testament* de Yagmorassen⁴.

La refondation comme perspective

Il ne s'agit pas ici de proposer une nouvelle synthèse de l'histoire de l'Algérie. Il s'agit de suggérer la re-fondation de la périodisation traditionnellement admise. Le postulat est simple : construire l'histoire de l'Algérie autour des invasions successives qu'a connu le Nord de l'Afrique fait

³ Esquer, Gabriel, *Les commencements d'un empire. La prise d'Alger (1830)*, Paris, Larose, 1929, 2^e éd.

⁴ Dhina, Attalah, *Le Royaume abdelouadide à l'époque d'Abou Hammou Moussa 1^{er} et d'Abou Tachfin 1^{er}*, Alger, OPU, 1985.

oublier les efforts endogènes qui ont conduit à la naissance de différents royaumes.

Comme celle des autres pays de par le monde, l'histoire de l'Algérie est celle d'un espace travaillé lentement, laborieusement par des forces souvent contradictoires qui l'ont entraîné autant vers l'Occident que vers l'Orient. Ces forces ont favorisé une fois, la réunion d'ensembles géographiques particuliers et identifiables, une fois leur émiettement.

Vidal de la Blache avait posé à l'histoire de France une question que nous pouvons nous poser : : «*Comment un fragment de surface terrestre qui n'est ni péninsule, ni île, et que la géographie physique ne saurait considérer proprement comme un tout, s'est-il élevé à l'état de contrée politique et est-il devenu enfin une patrie ? La réponse, on le sait, est à chercher du côté d'une interaction souple entre les groupements humains et des milieux qui constituent un répertoire de possibles entre lesquels, historiquement, les hommes ont dû choisir*»⁵. Rien ne nous interdit d'opérer un transfert de problématique pour étudier la formation de l'Algérie et montrer ainsi et encore une fois qu'espace et temps sont liés.

Le problème est de mettre en évidence - en procès historique - les caractères originaux de l'espace national. Le rapport au milieu, aux contraintes naturelles est le fil rouge d'une invention de notre pays que rien ne garantissait à l'origine. L'Algérie n'est pas une nécessité, elle l'est en quelque sorte devenue.

Alors, l'Algérie ? Paraphrasons Lucien Febvre : de la Numidie de Salluste à l'Algérie de 1997, notre histoire aurait donc descendu le fil du temps «*sans se perdre, merveilleuse continuité d'une continuité d'une histoire nationale... mais l'historien avait commencé par remonter le courant, reconnu tous les affluents et éliminé les bras qui s'égarèrent...*»⁶. Nos deux affluents : Tlemcen et Béjaïa...

Encore une fois il ne s'agit pas de remonter le courant, ni de faire dans le déterminisme historique.

2. Deux mémoires autoritaires

Une impasse méthodologique

L'assimilation sinon même l'assujettissement de l'histoire à la mémoire doivent être considérées comme une impasse méthodologique. Depuis quelques années et sous prétexte de faire connaître notre histoire, nous assistons au développement d'un curieux phénomène à la fois de transfert de mémoire et d'opposition à l'histoire scientifique/universitaire. Il est question d'opposer à une histoire faite par les historiens, une mémoire nationale issue du bon peuple. Mais tout comme l'histoire se construit, *la mémoire se fabrique* et ne dévoile pas toujours les matériaux qu'elle utilise.

⁵ Cité par Febvre, Lucien, *La Terre et l'évolution humaine. Introduction géographique à l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1938.

⁶ *Ibid.*

La société prétend donc tenir son propre discours sur l'histoire. Elle cherche à proposer et imposer sa propre mémoire, ses propres silences. Et Mohamed Harbi en est parfaitement convaincu qui déclare que *«la censure ne vient pas uniquement du pouvoir. Celle de la société est encore plus dure à travers ses tabous»*.

Notre société paraît donc comme malade de son passé qu'elle a définitivement assimilé à une suite de conquêtes, un passé dans lequel elle a fini par accepter de n'avoir jamais eu qu'un rôle passif.

Toutefois, dans le champ de la recherche historique - pour être plus exact, dans celui de l'écriture de l'histoire - l'historien n'est pas seul. Les historiens universitaires, qui forment, de par leur statut, ce qui peut tenir lieu de communauté historique, ne sont même pas les plus nombreux dans l'espace éditorial. En Algérie, tout se passe comme si rien n'est plus facile qu'être historien, si ce n'est un historien professionnel. Mais écrire l'histoire est-il une profession ?

Trois discours sur l'histoire vont se développer, sans jamais entrer en conflit ouvert : le discours de l'Etat, celui de la Société et celui de l'Université. Ces trois discours vont s'alimenter les uns les autres et l'on voit régulièrement l'historien universitaire prendre un ton de responsabilité nationale pour répondre à l'appel des institutions de l'Etat et/ou participer à ces innombrables «colloques» organisés par les associations et les fondations.

La frontière entre les trois postures n'est jamais clairement apparente. Le conflit - si conflit il y a - entre une mémoire historique officielle qui serait celle de l'Etat, une mémoire contestatrice qui serait celle de la société et une mémoire historique scientifique produite par l'Université, n'est nulle part visible. Il ne se lit dans aucune revue, dans aucun journal. En vérité il n'y eut en tout et pour tout qu'un seul faux débat, mais vraie polémique, qui a opposé Mahfoud Kaddache à Mouloud Kassim en avril 1986⁷.

L'imbrication de ces trois discours, de ces trois mémoires, s'explique par le poids des institutions créées par l'appareil d'Etat et leur conception de leurs rapports à l'histoire. La mémoire recueillie (dans quelles conditions et par qui ?) dicte ce que l'histoire doit écrire. Ces trois discours puisent dans deux thèmes qui ont fixé globalement la problématique historique : celle de la décolonisation de l'histoire (dans les années 1950-1960) et celle de la réécriture de l'histoire.

Dans les années 1990, l'histoire - sous la pression de la société ? - reste une des préoccupations des hautes sphères de l'Etat. Deux chefs de gouvernement interviennent chacun à sa manière. M. Mouloud Hamrouche, pose un problème précis de méthode : «la culture de l'oubli». Il confirme bien l'instrumentalisation de l'histoire par les pouvoirs : *«lorsque les appareils sont remis en cause, ils en appellent à l'histoire qu'ils ont voulu réécrire et déformer... Après la déformation, on assiste à la négation de la Révolution. Ce n'est que dans ces conditions que l'on peut faire croire au peuple algérien qu'il doit être guidé et sauvé parce que son histoire est discutable...»*. Après lui, en

⁷ *El Moudjahid*, 6, 23, 30 avril et 8 mai 1986 : Débat Mahfoud Kaddache, Mouloud Kassim.

janvier 1995, M. Mokdad Sifi intervient plus directement dans le champ des préoccupations des historiens en s'interrogeant sur le statut historique de saint Augustin.

Les historiens sont invités à nationaliser toutes les périodes historiques et à éviter les chants des sirènes qui dévalorisent le passé en l'utilisant à des fins politiques.

3. La question de l'histoire contemporaine

Si l'université a fini par faire débiter l'histoire contemporaine de l'Algérie par cette curieuse et honteuse défaite de juin 1830, elle a hésité quelque temps à dater les débuts du mouvement national moderne.

Le XIX^e siècle et les premières années du XX^e siècle ont été considérées comme les années de résistance et de révolte. Mais, et essentiellement pour des raisons de recul par rapport à l'évènement et à l'actualité, longtemps les universitaires (Mohamed Harbi excepté, puis par la suite Mohamed Téguaia) se sont fixés comme date limite à leur recherche, le 1^{er} Novembre 1954.

D'une manière générale les contours et les formes du discours historique sont semblables. A l'opposition entre l'Emir Abdelkader et le bey Ahmed de Constantine va répondre comme un écho lointain la question du père du nationalisme : Messali ou Benbadis ? L'histoire de la résistance et des révoltes puis celle du mouvement national moderne ont longtemps été marquées par la politisation des débats. L'histoire politique, pourtant plus qu'utile face à la nécessité de faire connaître les évènements, a fini par montrer ainsi ses limites méthodologiques.

Fondée sur l'analyse des discours, l'histoire politique a fini par sombrer dans ce que René Gallissot avait appelé le *débat répétitif*. Incapable de s'ouvrir à l'histoire sociale et à l'histoire économique et sociale comme l'y invitait Abderrahim Taleb Bendiab⁸, elle s'est enfermée dans les mauvais procès.

Son plus gros problème a été de n'avoir pu réaliser LA synthèse historique nationale. Toutefois, deux essais ont été tentés, celui de D. Sari et M. Kaddache pour le compte du C.N.E.H⁹. et celui d'A. Saadallah¹⁰.

L'histoire politique du Mouvement national a relégué quelque peu au second plan les études sur la vie économique, sociale et intellectuelle de l'Algérie colonisée. Deux grandes voies se sont ouvertes devant les historiens.

Celle de l'histoire historisante, comme la nommait L. Fèbvre, celle qui s'applique à relater les faits. Celle qui se croit investie d'une mission patriotique. Elle décide qui a participé au combat libérateur et qui n'en a pas été. Les visions rapides, sinon simplistes, qu'elle a développées sont dictées par des

⁸ Taleb-Bendiab, Abderrahim, *Ecrire l'histoire*, Alger, 1981.

⁹ Sari, Djillali et Kaddache, Mahfoud, *Histoire de l'Algérie 1830-1954*, Alger, CNEH, vol. 4.

¹⁰ A partir de sa thèse sur le mouvement national 1830-1930, Saadallah, A., a développé en 3 volumes sa vision de l'histoire de l'Algérie durant la période coloniale.

considérations plus politiques que scientifiques. Elles sont à l'origine immédiate de la crise que connaît l'histoire universitaire.

Par contre, des historiens et politologues, ouverts aux acquis des sciences sociales et politiques, ont tenté de s'interroger sur les modes d'organisation et de fonctionnement des partis, sur leurs rapports et leurs conflits, sur leurs discours et sur leurs composantes sociales. Le mouvement de l'histoire n'est plus réduit à des luttes entre les trois partis *jugés* (sic) nationalistes. L'accent est mis sur les conditions économiques et sociales de l'émergence des forces politiques, sur les moments de rassemblement et d'union anti-coloniale, et la place qu'a eu le quatrième parti. Les études sociales, les biographies ont montré que les liens entre les quatre mouvements sont aussi importants pour la compréhension des phénomènes historiques que leurs oppositions. Ces travaux sont ceux qui notamment ont été conduits par A. Taleb Bendiab et Nora Benallègue, au niveau de l'Institut de recherches sur le Monde Ouvrier dans le Monde Arabe à Alger à la fin des années 1970 et au début des années 1980¹¹.

Mais rien n'est aussi simple. Au niveau de ceux qui se considèrent dépositaires de l'histoire officielle, aux années PPA, ont succédé les années au cours desquelles l'Association des Ulémas est présentée comme le principal instigateur du mouvement national. La politique a pénétré la recherche historique universitaire. Les études sur Ferhat Abbas, Messali Hadj et le PPA/MTLD, le parti communiste et le mouvement syndical, sont le fait d'historiens exerçant hors des instituts d'histoire, principalement mais pas uniquement, Omar Carlier, Hassan Remaoun et Abderrahim Taleb Bendiab .

Il faut attendre 1987 et le cinquantième anniversaire de la fondation du PPA pour que se tienne, mais à Paris, un colloque sur l'Etoile Nord africaine¹². En réaction, promesse est faite de tenir un autre colloque à Alger sur le même thème, colloque qui n'a jamais eu lieu.

Mais le péché mignon des historiens est encore le plus fort. Le travail individuel impose sa loi au travail collectif et surtout chaque œuvre, chaque thèse désormais fonctionne comme une fin en soit qui n'a été précédée de rien et qui n'est suivie par rien. Tout un chacun peut réécrire l'histoire seul, sans professeur, sans élève, sans condisciple. Tout se passe comme s'il n'y avait pas de processus d'accumulation du savoir historique.

A la faveur d'une demande sociale de plus en plus pressante, on a assisté au développement d'une nouvelle lecture de l'histoire contemporaine. Evoquer publiquement Messali Hadj n'est plus tabou. Mahfoud Kaddache et Benjamin Stora ne sont pas seuls. Mais ce n'est jamais qu'à l'occasion du centenaire de sa naissance que paraît un recueil d'articles d'universitaires et de témoins¹³. Il faut

¹¹ Cf. la revue *Travaux sur la classe ouvrière dans la Monde arabe* de l'Institut Arabe du Travail dans laquelle ont été publiées des études tendant à la construction d'une histoire du mouvement social en Algérie et dans le monde arabe.

¹² *Cinquantième de l'Etoile nord-africaine*, Paris, Centre Culturel Algérien, 1987.

¹³ Il revient au journal *Le Quotidien d'Oran* de publier le premier numéro spécial consacré à Messali Hadj. La même année, les éditions Casbah ont regroupé dans leur collection Repères

signaler enfin qu'avec l'éclosion du mouvement berbère, un essai de lecture particulière du mouvement national est tenté, mais peut-être pas avec toute la sérénité exigée d'un travail scientifique¹⁴.

Mais c'est encore la période 1954-1962, qui, depuis le début des années 1990, domine la recherche universitaire. Les travaux pionniers de Mohamed Harbi sont bien loin tout comme est bien oubliée la thèse de Mohamed Tégua¹⁵. Et lorsque Redouane Aïnad Tabet propose une approche sociale des cadres de l'ALN, il est bien seul¹⁶.

Ce qui compte, pour les historiens universitaires qui occupent l'espace éditorial et télévisuel, c'est d'inscrire leur recherche dans le courant général d'exaltation de la période la plus noble de notre histoire. L'histoire est achevée, il ne reste plus qu'à décrire les faits.

Parce qu'en plus de ses mises en garde, l'Etat s'est doté de moyens pour administrer l'Histoire. La gestion de l'*imaginaire national* se fait par les commémorations des anniversaires des personnages historiques, valeureux combattants et grands savants et des hauts faits de guerre. Ces actions qui se font ou non dans le cadre de colloques, qui constituent de véritables et inéluctables rituels organisés par ces non moins véritables *ministères de la Vérité Historique* et les centres créés à cet effet.

II. L'imaginaire national

Petit à petit s'est mis en place, en dehors de l'Université, une véritable administration de l'Histoire. S'est opérée entre trois administrations, une répartition, voulue ou pas, de tranches particulières de l'histoire. Chacune s'est pratiquement retrouvée en charge d'une période historique précise :

- au Ministère de la Culture, un intérêt soutenu pour l'histoire ancienne, mais pas exclusivement il est vrai.
- aux Affaires religieuses, le privilège de mettre en valeur la période médiévale.
- et à celui des Moudjahidine, l'exclusivité de la période 1954-1962, avec en prime une sorte de concession sur la période 1830-1954.

Seule la période ottomane a été laissée en libre jouissance à l'Université. Enfin le Haut Commissariat à l'Amazighité, placé sous les auspices de la Présidence de la République, s'est investi dans l'écriture de l'histoire des Berbères. Quant au Ministère de l'Education Nationale, il doit être considéré comme le plus grand pourvoyeur d'information historique par l'enseignement

d'autres contributions sur Messali.

¹⁴ Ouerdane, Amar, *La question berbère dans le mouvement national en Algérie*, Alger, ENAP, 1985.

¹⁵ Tégua, Mohamed, *L'Algérie en guerre*, Alger, OPU, 1981.

¹⁶ Aïnad-Tabet, Redouane, *Des élites dans la Révolution : Etude de cas : Les cadres de la zone 5 (Sidi bel Abbès, wilaya V)*, Oran, CRASC 1995, dactylographié.

qu'il dispense, par son réseau d'inspecteurs et d'enseignants dans tous les cycles et par les ouvrages qu'il édite.

1. Quand l'Etat dit l'histoire : les ministères de la Vérité Historique

Le Ministère de la Culture

La première administration non universitaire à investir le champ de l'histoire a été le *ministère chargé de la Culture*. Né en 1971 d'une restructuration du Ministère de l'Education Nationale, il avait reçu alors, en héritage, les missions du Service des Antiquités et avait été chargé de la gestion du patrimoine archéologique et de certains musées. Il a commencé à intervenir par le truchement de la *Direction des Musées, des Antiquités, des Monuments et Sites et Historiques* (D.M.A.M.S.H.) qui deviendra *Direction du Patrimoine Culturel*. En janvier 1982, est créé pour la seule et unique fois de l'histoire de notre administration, une *Direction des Etudes Historiques et de la Mise en Valeur du Patrimoine*, qui se voit attribuer pour mission essentielle «*de préparer les conditions permettant l'émergence d'une école nationale de l'histoire*». Rien moins. L'ambition du ministère est ramenée à de plus justes proportions.

Si la D.M.A.M.S.H. a la charge de publier (péniblement) le très beau *Bulletin d'Archéologie Algérienne* et les travaux des archéologues, le secteur de l'Information dont relève la Culture a édité plus régulièrement entre 1971 et 1992 la revue *Thakâfa*, dans laquelle intervenaient nombre d'historiens.

Le Ministère des Moujâbidine est pourvu depuis 1979 d'une Direction de la Recherche sur l'Histoire de la Lutte de Libération Nationale. Il est donné mission à cette direction, entre autres : «*de rechercher, de reconstituer et de récupérer les archives et les objets ayant trait à la lutte de libération nationale ; de veiller à la conservation et à la mise en valeur des sites et des monuments historiques ; de veiller au bon fonctionnement des musées...*» et surtout «*de contrôler les publications ou productions cinématographiques*» relatives à la lutte de libération nationale.

Ces réunions par *wilayas historiques* ont abouti à un éclatement de la mémoire de la Révolution. Elles ont pu réunir des masses de documents et de souvenirs personnels. Le ministère s'est donné deux structures : un musée et un centre de recherche...

La tentation de l'histoire a naturellement gagné le *Ministère des Affaires religieuses*. Par la revue *Asâla*, et petit à petit par ses séminaires sur la pensée islamique, le Ministère des Affaires Religieuses intervient dans le débat sur l'histoire de l'islam, certes, mais aussi sur l'histoire de l'Algérie. Malgré quelques ouvertures sur la période contemporaine lors de certains séminaires (1981), la période médiévale constitue l'essentiel des études consacrées à l'histoire comme le montrent les séminaires consacrés à Béjaïa et à Alger.

Le Haut Commissariat à l'Amazighité est entré dans le débat en organisant en mars 1998 une journée d'étude sur l'histoire axée essentiellement sur la période numide.

2. Entre l'Etat, l'Université et la Société : les centres de recherches

Cette construction s'est faite lentement et a débuté avec la création en 1971, au niveau de la Présidence, du *Centre National des Etudes Historiques*¹⁷.

Le C.N.E.H. avait eu de très larges missions puisque son champ de recherche s'étendait à l'histoire générale de l'Algérie ainsi qu'à l'histoire et l'idéologie coloniale dans le monde et aux mouvements de libération nationale.

Après quelques tâtonnements, l'une des premières mesures fut de mettre fin à l'existence de la Société Historique Algérienne le 7 mai 1975 remplacée par le C.N.E.H. La seconde fut d'essayer d'exercer un contrôle direct sur la production des historiens.

Le C.N.E.H pour ses responsables est «*le seul organisme chargé d'orienter et de stimuler les études historiques nationales*». Cette assurance a pour origine une circulaire de 1976 qui subordonne toute participation à une rencontre internationale dans le domaine de l'histoire à une programmation préliminaire communiquée au C.N.E.H. : «*il est important*» est-il écrit «*qu'une coordination soit assurée et que les chercheurs et universitaires fassent preuve de discipline*».

Les résultats ont-ils été à la mesure des investissements? Une revue *Majallat al-Târikh* est publiée assez régulièrement entre 1974 et 1992 (25 numéros), des rencontres, des journées d'études et séminaires sont organisés et surtout et principalement, en 1984, un grand colloque international sur le *Retentissement de la Révolution*. Les missions du C.N.E.H. sont progressivement élargies. En 1978, il lui est remis la charge de gérer les Archives Nationales et, en 1985, deux années après son transfert au Ministère de la Culture, il absorbe le Centre de Recherches en Anthropologie, Préhistoire et Ethnographie (C.R.A.P.E.). Le Centre se voit alors attribuer la double mission d'écrire l'histoire des origines jusqu'en 1962 et d'en protéger les sources. En 1993, transformé en Centre National de Recherche en Préhistoire, Anthropologie et Histoire (C.N.R.P.A.H.), ses ambitions sont réorientées et revues à la baisse.

Le Musée National du Moudjahid a connu une histoire longue et mouvementée qui n'a d'intérêt que par rapport à la place qu'a eu l'histoire dans les conflits politiques. Créé en 1972 sous les auspices de ce qui était appelé Ministère des Anciens Moudjahidine, son transfert dans ses nouveaux locaux à Riadh el Fath et son insertion dans les hauts lieux de l'imaginaire national en fait l'un des lieux de passage obligatoire des délégations étrangères. Placé sous la tutelle du Ministère de la Culture en 1985, il devient *Musée du Djihad*. En octobre 1993, il est redevenu *Musée National du Moudjahid*, et réintègre le Ministère des

¹⁷ Remaoun, Hassan, cf. principalement : *Sur l'enseignement de l'histoire en Algérie ou de la crise identitaire à travers (et par) l'école*, Oran, CRASC, juillet 1992 ; et ses contributions à *Mémoire et enseignement de la Guerre d'Algérie*, Actes du Colloque organisé par l'Institut du Monde Arabe et la Ligue de l'Enseignement, Paris, 1992, 2 tomes ; *Comment on enseigne l'histoire en Algérie*, Oran, CRASC, 1995, Actes du séminaire organisé par l'URASC/Oran, février 1992 et «Enseignement de l'histoire et conscience nationale», *Confluences Méditerranée*, n° 11, Été 1994.

Moudjahidine. Ce musée où l'on chercherait en vain une référence à des personnages historiques plus ou moins contestés (rien sur Messali, rien sur le Dr. Benjelloul) publie une revue, *Al-Dhákira*.

A la faveur de la transformation du C.N.E.H., a été créé le Centre National d'Etudes et de Recherche sur le Mouvement National et la Révolution de Novembre 1954. Ce nouveau centre matérialise et renforce, à la fois, la volonté du Ministère des Moudjahidine d'intervenir directement dans l'écriture de l'histoire. Le conseil scientifique du Centre et la revue *al-Ru'yá* rassemblent des historiens universitaires. Ces historiens écrivent pour la revue du Musée, écrivent dans celle du Centre, participent aux colloques organisés par le Musée et par le Centre (et les wilayas). *Al-Ru'yá*, vite disparu, est remplacé par *Masádir*.

Quelle place accorder aux travaux lancés dans le cadre du *Laboratoire d'Histoire et d'Anthropologie Sociale et Culturelle* (LAHASC) de l'Unité de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle de l'Université d'Oran ? Entre 1985 et 1981, ont été passées au crible de la critique autant les questions de méthode relatives à l'histoire culturelle et sociale que les voies nouvelles ou renouvelées de la biographie historique, des sources de presse, des intellectuels... Le Laboratoire d'Anthropologie de l'Histoire et de la Mémoire de l'actuel CRASC poursuit la recherche. Les chercheurs ont analysé successivement deux axes : *Mythes de fondation et de représentations historiographiques en Algérie et au Maghreb : l'identitaire, le social, le politique* puis *Pouvoirs, Savoirs et Mémoires au Maghreb*.

L'Unité de Recherches sur le Monde Arabe et l'Afrique de l'Université de Constantine consacre une partie de ses activités à l'histoire contemporaine de l'Algérie.

Quand la société écrit l'histoire !

Elle commence par suivre l'Etat dans ses œuvres. Pour faire face à une forte demande politique et sociale d'histoire, le ministère organise dès le début des années 1980, avec l'Organisation Nationale des Moudjahidine, des séminaires régionaux et nationaux sur l'écriture de l'histoire de la Révolution de 1954. Ne pas citer les noms de personnes vivantes, confier la rédaction des événements à ceux qui y ont participé, sont les orientations précises. L'histoire cède sa place à la mémoire. Mais une mémoire qui transite par des sources coloniales. L'historien cède sa place au témoin. Mais un témoin qui se fait historien. Et les instructions du ministre des Moudjahidine sont claires : «*L'écriture de l'histoire [il faut lire : l'histoire de la Révolution]... doit concerner l'ensemble de ceux et celles qui ont marqué cette histoire ainsi que ceux et celles à qui il incombe de l'écrire du fait de leurs capacités. Néanmoins, il appartient en premier lieu aux artisans de la révolution d'être à l'avant-garde dans cette opération...*».

Puis elle s'interroge de plus en plus. Elle se cherche dans la Révolution. Par qui et où a été tiré le premier coup de feu ? Qui est le premier martyr ? Qui a vraiment participé ? Quand ? Où ? Avec qui ? Qui a tué qui ? Pourquoi telle région n'a participé que tardivement au mouvement ?

De la Révolution, les questions se tournent vers celle des origines. Qui sommes-nous ? Et l'historien est sommé de donner une réponse.

Les premières revues locales apparaissent (*ABC Amazigh*), les associations sont créées autour d'une date (1^{er} Novembre, 8 mai 1945, 11 Décembre 1960), d'un personnage (Emir Abdelkader, el Mokrani), pour la mise en valeur du passé historique d'une ville ou d'une région (Guelma...). Les anciens se réunissent (Anciens Médersiens, Lycéens de Tlemcen, Anciens de Sarrouy). La frénésie des colloques s'empare des élites locales et chaque ville veut le sien pour commémorer un héros local ou national (Boussouf, L'Emir Khaled....), une bataille ancienne ou de la guerre de libération (la Macta) etc.

Enfin la société rédige ses mémoires. Si les historiens ont commencé à recueillir, dès le milieu des années 1970, les témoignages des combattants de la guerre de libération, ce n'est qu'après octobre 1988, que les langues commencèrent à se délier. Anciens officiers, anciens ministres, anciens militants de base publient leurs mémoires ou tentent de rédiger des essais d'histoire. Historiens amateurs se prennent de passion pour l'histoire de leur ville, de leur région, de leur famille.

La liste des mémorialistes serait longue mais fructueuse : du commandant Azzedine¹⁸, qui publie en France, à Abderrazak Bouhara¹⁹, en passant par Mohamed Abdoun²⁰ l'ancien militant PPA et Abdelalim Medjaoui²¹, jeune étudiant qui rejoignit les maquis, c'est toute une littérature qui montre comment la richesse des expériences personnelles participe de la formation d'une Nation.

De leur côté, intellectuels locaux, anciens instituteurs pour la plupart, mais également anciens journalistes, se lancent dans la rédaction de monographies locales. Certains poursuivent la vieille tradition inaugurée par Mouloud Gaïd et Abderrahmane Djillali, c'est le cas de Tahar Oussedik, Mohamed Seghir Fredj, d'autres investissent - avec plus ou moins de bonheur et de sincérité - l'histoire des héros de leur ville et/ou l'histoire de leur ville. Tel a été le cas d'Amar Belkhodja, d'Ahcène Derdour²² entre autres. Mais nombreux sont ceux qui se contentent de reprendre, à leur manière, les écrits déjà publiés durant la période coloniale et signent de leur nom, les travaux des autres.

Un phénomène nouveau est apparu ces deux dernières années. La quête de l'information historique conduit toute une catégorie de la population (qu'il faudra apprécier en termes qualitatifs et quantitatifs) à naviguer sur la Toile. Les

¹⁸ Zerari, Rabah, (Cdt Azzedine), *Et Alger ne brûla pas*, Alger, Alger, ANEP, 1997 (Paris, Stock, 1977) ; *On nous appelait fellaghas*, Alger, ANEP, 1997 (Paris, Stock, 1976).

¹⁹ Bouhara, Abderrazak, *Les viviers de la libération*, Alger, Casbah Editions, 2001.

²⁰ Abdoun, Mahmoud, *Témoignage d'un militant du mouvement nationaliste*, Alger, Dahlab, 1990.

²¹ Medjaoui, Abd'el alim, *Ce pays est le nôtre*, Alger, Casbah éditions, 2000.

²² Djillali, Abderrahmane, *Târikh al-Jazâ'ir al-'âmm* [Histoire générale de l'Algérie], Alger, OPU, tome 1 (nouvelle édition) ; Gaïd, Mouloud, sur l'histoire des Berbères au Maghreb, Tahar, Oussedik, sur l'histoire de la Berbérie et ses personnages historiques, Mohamed, Seghir, Fredj sur Tizi Ouzou (tous ces écrits sont en français), Amar, Belkhodja, polygraphe et Ahcène, Derdour, sur Annaba.

sites Internet participent à la formation d'une culture historique alors même que les référents ne sont pas universellement admis.

Aussi, au milieu de ces efforts et de ces publications, les historiens sont plus que discrets. Leurs thèses s'entassent dans les bibliothèques universitaires dans l'attente d'une hypothétique publication.

III. Trois questions de méthode

Un style national ?

La question peut être posée, de savoir si les historiens algériens se sentent concernés par l'internationalisation de la recherche historique et/ou s'ils ont développé (comment, par qui, à partir de quels outils conceptuels ?) un *style national* qui prendrait appui sur leur culture (qu'il faudrait tout de même définir), sur leurs conditions de travail (accès aux archives et publication) et de vie. La question de la pertinence du transfert en Algérie de la méthode historique développée en Europe et aux Etats-Unis peut être posée. La question peut se poser de savoir si la finalité du métier d'historien est de faire dans la glorification du passé et principalement du passé récent.

De plus, cet éventuel *style national* se caractériserait par une sorte de confusion au niveau des rares réflexions sur l'histoire entre *philosophie de l'histoire* et *histoire de l'histoire*. Les historiens semblent avoir abandonné le terrain aux philosophes.

En fait, ces historiens hégémoniques, s'ils répugnent particulièrement à débattre des fondements de leur discipline, refusent tout autant d'établir des ponts avec les autres sciences sociales et plus particulièrement avec la sociologie jugée par trop dominatrice et envahissante. Ils se refusent à débattre et à intégrer les concepts dans leurs démarches. On n'agit pas sur les boulevards de l'écriture de l'histoire les discussions sur les concepts, sur l'appropriation des acquis des autres disciplines des sciences sociales. La démographie historique n'existe pas sinon pour décréter que Hamdan Khodja ne peut qu'avoir raison contre tous ceux qui sous-estiment le nombre d'habitants de l'Algérie en 1830. On peut, on doit, lui faire confiance parce qu'il est Algérien (discours défendu par un historien lors de l'émission mensuelle télévisée sur l'histoire animée par A. Chikhi). L'idéologisation de l'histoire et son hyper-politisation continuent de marquer ce qui tient lieu de débat.

Mais pour bien marquer leur territoire, ces historiens ont accepté le principe que la recherche historique doit établir les *faits*. L'histoire, c'est l'événement. Cet enfermement marque fortement ce que l'on peut qualifier de *style national* de notre histoire. Mais comme les faits sont têtus, ils doivent être contrôlés et sélectionnés lorsque l'on veut édifier notre jeunesse sur le passé. L'accord, suivi d'effet ou pas, peu importe, signé entre le Ministère des Moudjahidine et le Ministère de l'Enseignement Supérieur en 1996 sur les programmes d'histoire et l'empire qu'exerce le Centre de Recherche sur le mouvement national et sur la

révolution montrent que la tentation de participer à la fabrication d'une histoire officielle est encore grande et puissante chez certains historiens. Cette posture les conduit à deux attitudes essentielles : déification de l'archive, nationalisation de la périodisation définie par les historiens coloniaux, avec en filigrane, interventions dans les discussions sur l'identité algérienne.

Un problème curieusement posé : la source

Les Archives Nationales ont pu organiser un séminaire sur les sources espagnoles en 1981, puis un second en 1985 sur les sources italiennes²³. Et en février 1998, s'est tenu un important colloque sur *les archives relatives à l'histoire de l'Algérie et conservées à l'étranger*²⁴. De leur côté ; les historiens universitaires organisaient en décembre 1992, le premier et unique colloque maghrébin sur les sources et les références arabes de l'histoire de l'Algérie (1830-1962).

Par contre, l'édition de documents d'archives n'est pas le fait des Archives Nationales. Il revient à certains historiens (D. Guenane, M. Kaddache, A. Zouzou... etc.) de publier ces «*monumenta*» puisés dans les fonds français et turcs essentiellement. Cette pratique puise ses origines dans les travaux de thèses qui, traditionnellement, s'achèvent par la reproduction de documents dans une partie dite «*annexes*». Mais si chez Mahfoud Kaddache le document vient en appui et en illustration au texte d'histoire, chez D. Guennane et A. Zouzou, il constitue le texte, précédé d'une introduction. Manque par contre l'appareil critique, que l'on peut croire nécessaire.

Tout se passe comme s'il y avait par rapport à l'archive, un double problème : un problème de définition et un problème de croyance quasi religieuse par rapport à tout document écrit. Un article du *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, un rapport de police et un passage d'Ibn Khaldûn se trouvent placés, non pas seulement au même niveau de prise en charge historique, mais aussi et surtout au même niveau de valeur de témoignage. La critique des conditions de production du document n'est importante que lorsque l'information véhiculée contredit les convictions intimes de l'historien. La conséquence immédiate est que tout a été dit, reste à changer l'interprétation, à réécrire l'histoire. Faute de renouveler les questionnements, faute de nouvelles perspectives, l'archive perd son statut, elle n'est plus essentielle pour l'historien. Aussi, l'historien n'est guère gêné de présenter, devant les caméras de la télévision, l'attaque d'Alger de 1830 à partir des positions des militaires français. Essayer de présenter de l'intérieur l'organisation de la défense d'Alger aurait obligé notre historien à chercher d'autres sources et à se poser d'autres questions. N'est-il pas intimement convaincu que Gabriel Esquer a tout dit ?

²³ *Archives Nationales* n° 10-11/1984, actes du séminaire international sur les sources espagnoles de l'histoire algérienne (Oran 20-22 avril 1981).

²⁴ Colloque international sur les *Archives concernant l'histoire de l'Algérie et conservées à l'étranger*, Alger, Publications des Archives Nationales d'Algérie, n° 8, 1998, 4 volumes.

Un problème rarement posé : la périodisation

La question de la périodisation et de sa re-fondation n'aura été soumise à la critique des historiens que par l'historien Aberrahim Taleb-Bendiab et par le préhistorien Mourad Betrouni. En fait, on assistait à la *nationalisation* du cadre proposé par les historiens coloniaux. En effet, l'intériorisation et l'assimilation complète par bon nombre de nos historiens et de nos intellectuels de cette périodisation, composée petit à petit au XIX^e siècle et érigée en loi par Emile Félix Gautier, constitue l'illustration dramatique et inquiétante de l'absence de réflexion sur le sujet. Toute une société fonctionne dans ses rapports à son histoire dans un cadre admis volontairement, sans esprit critique qui a été élaboré par ces historiens amateurs, ces fonctionnaires et militaires de la bonne société coloniale. Mais il est vrai que certains historiens coloniaux professionnels ont cautionné ces mises en scène et en forme de l'histoire de l'Afrique du Nord et de l'Algérie.

Ce qui est à la limite de l'acceptable pour ces derniers est déjà moins compréhensible pour ceux qui, depuis l'Indépendance, essaient de comprendre et d'exposer leurs points de vue sur notre histoire.

L'histoire de l'Algérie n'est pas *ce long fleuve à la fois tranquille et tumultueux qui prenant sa source dans la nuit des temps aboutit inévitablement* à 1962. Elle ne peut se réduire à une longue litanie d'événements plus ou moins bien connus, plus ou moins bien assimilés. L'histoire de l'Algérie n'est pas non plus cette longue série d'occupations successives; un envahisseur chassant l'autre. Le *trainard* de l'histoire n'a pas forcément subi l'histoire.

Comment alors, tout en évitant de s'inscrire dans une vision téléologique de l'histoire, retrouver l'identité de l'Algérie et des Algériens ? Cette identité serait-elle à chercher dans les différentes formations étatiques qui ont marqué l'espace de ce qui devient petit à petit l'Algérie ? Serait-elle à chercher dans de ce qui fait que ce pays n'est ni le Maroc, ni la Tunisie ?

En tout état de cause, l'existence d'un Etat au Maghreb Central ne peut être considérée comme le produit du solde restant de la formation de deux Etats l'un à l'Ouest, l'autre à l'Est. Sa formation historique est plutôt le résultat de deux mouvements complémentaires : un mouvement endogène de tentatives de création d'un système étatique particulier et distinct des deux autres pays et un mouvement de rejet/assimilation de l'autre, qui de plus, affirme sa spécificité. Cette formation s'appuie sur un réseau de cités dont l'ancienneté remonte à la fondation des premiers Etats. Ce serait comme une Lotharingie qui aurait réussi parce que l'histoire aurait vaincu la géographie.

Si le cadre géographique, travaillé par l'histoire et étudié par l'historien, nous aide à comprendre comment *cela* a pu être, le déterminisme géographique nous empêche de suivre les chemins de l'histoire et de remettre Gautier *sur ses pieds* !

Mais, il faut également savoir garder à l'esprit que ce pays, tel qu'il se présente aujourd'hui, ainsi que ses deux voisins, auraient pu ne pas être. La

réalisation d'un Etat unique en Afrique du Nord, au Maghreb, n'est pas une chimère. Par ailleurs et tout autant, ce pays aurait pu avoir une autre configuration, avoir d'autres frontières.

La conséquence immédiate de l'absence de toute interrogation, est qu'il ne se produit aucun véritable renouvellement des questions et que l'on assiste à un émiettement de l'histoire tant dans le temps que dans l'espace. Cette micro-histoire s'impose mais sans les nouvelles méthodes d'approche, sans lien véritable à de grandes questions historiques.

Notre histoire serait ainsi conditionnée tout à la fois par l'imposante place qu'occupe la géographie, par la référence et la déférence dues aux anciens (mais lesquels, Gautier ou Abû Râs ? Mais toujours Abd al-Rahmân Ibn Khaldûn, pas son frère), par un difficile accès à l'information historique et enfin par un lien malaisé à l'archive. Toutes ces contraintes, réelles ou supposées, volontairement acceptées ou pas, ont facilité hélas le recours à la pratique du travail de seconde main, à l'interprétation et à l'interpolation que défend Gautier. La nouvelle génération, en cours de formation, semble nous autoriser à fonder des espérances positives. L'ouverture de recherches sur des thèmes particuliers comme celui de l'histoire des femmes, grâce à Djamilâ Amrane, Malika El Korso, Aïcha Ghetta, Isabelle Grangaud, Fatma-Zohra Guechi, Ouanassa Tengour... ne peut que renforcer cet espoir.